

Nouvelles locales des jeudi 13 et vendredi 14 mars 2014

@rib News, 14/03/2014 | Politique - Le ministre de l'intérieur vient de prendre la décision de suspendre les activités du parti MSD pendant une durée de 4 mois sur toute l'étendue du territoire nationale. Selon cette décision qui est tombée vendredi soir, durant cette période toutes les permanences de ce parti seront fermées. Selon certaines sources, Edouard Nduwimana aurait aimé que cette interdiction soit la plus longue possible, mais cela n'est pas possible. Dans le temps, l'APRODH déplore le fait que les membres de ce parti qui ont été arrêtés samedi dernier vont comparaître samedi alors que leurs avocats n'en savent rien. Pierre Claver Mbonimpa trouve que la justice burundaise veut à tout prix arriver à une condamnation de ces personnes en plaçant cette affaire dans les dossiers de franchise alors que des mandats d'arrestation ont été émis. Selon lui, s'il y a des mandats d'arrestation, il n'y a plus lieu de parler [rtnb/bonesha/rpa/isanganiro/rtr]

- Les responsables du parti Uprona élus par le comité central ont animé une conférence de presse ce jeudi pour exprimer leur position suite à la lettre que les députés de ce parti leur ont adressée. Selon le député Charles Nditije, c'est un geste qui montre que les députés de ce parti se préoccupent des problèmes qui minent le pays en général et le parti Uprona en particulier. Il trouve par ailleurs que les conseils prodigués par ces députés sont sages et bons et que par conséquent, ils peuvent être suivis. Il demande donc que dans un délai de deux semaines, le comité central de 2009 puisse se réunir pour mettre en place des dirigeants de ce parti reconnus par tous. Il annonce que son camp est prêt à rencontrer celui de Concilie Nibigira sous l'égide des médiateurs neutres hormis Pontien Niyongabo dont l'attitude a montré clairement sa position. Ainsi, il demande au ministre de l'intérieur de ne pas gêner cette procédure comme il l'a toujours fait et à Concilie Nibigira, de se soumettre aux conseils des députés de l'Uprona. [rtnb/bonesha/rpa/isanganiro/rtr]

La présidente du parti Uprona reconnue par le ministère de l'intérieur a animé une conférence de presse ce vendredi pour s'exprimer sur les événements de samedi dernier contre les femmes de l'UFB et contre les membres du parti MSD. Selon Madame Concilie Nibigira, les femmes réunies au sein de l'UFB n'ont jamais manifesté dans l'histoire du parti vers la permanence nationale de leur parti. De plus, elle ajoute qu'elles n'avaient pas demandé l'autorisation de faire une manifestation dans les enceintes de "Ku Mugumya". De même, elle trouve que la police ne peut pas tirer, que ce soit à gaz lacrymogène, que ce soit à balles sur des manifestants, si du moins elle n'est pas provoquée. Elle affirme donc que les policiers qui ont tiré ont répondu à une quelconque provocation. En outre, elle trouve que le comportement de la police vis-à-vis des membres du parti MSD est illégitime. Selon elle, il fallait libérer les policiers pris en otage par tous les moyens. [synergie des médias]- Le FOCODE condamne les agissements de la police nationale samedi dernier

contre les femmes de l'UFB et les membres du parti MSD. Selon le secrétaire de ce forum, la police est là pour protéger la population en général mais elle agit des membres d'un parti politique qui sont en train de faire des manifestations autorisées. Maîtrise Janvier Bigirimana trouve que ce comportement est une honte pour notre pays et que la justice devrait faire des enquêtes pour établir les responsabilités afin de punir les coupables. De même, il trouve que les membres du parti MSD n'ont pas bien agi en prenant en otage des policiers. [rtnb/bonesha/rpa/isanganiro/rtr]

Education - Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a pris la décision de renvoyer, pour une période de deux années académiques, cinq étudiants représentant les autres étudiants suite à leur implication dans le déclenchement du mouvement de grève depuis ce mercredi dernier. En effet, l'ingénieur Joseph Butore constate que ces étudiants sont les promoteurs dans cette grève et qu'ils incitent les autres à ne pas abandonner la grève entamée mercredi. De plus, tous les étudiants de l'École Normale Supérieure et de l'Université du Burundi ont été renvoyés ce vendredi pour revenir en date du 24 mars courant. A cette date, ils devront faire une manifestation individuelle, signer un acte d'engagement attestant qu'ils veulent retourner en classe puisque leur inscription pour cette année académique a été annulée par cette décision du ministre. Cette décision intervient au moment où, l'avant-midi de ce jeudi, ces étudiants avaient demandé au ministre et au recteur de l'université du Burundi de ne pas chercher à les intimider, arguant qu'ils ne peuvent pas retourner en classe avant la satisfaction de leurs revendications. De même, depuis le matin de jeudi, les étudiants n'ont pas pu être servis dans les restaurants universitaires, la direction estimant qu'elle ne peut pas continuer à nourrir des étudiants qui ne sont pas en train d'étudier. De sa part, le Recteur de l'université avait nié toute implication de ces étudiants affirmant tout simplement qu'il leur a donné quelques conseils sur l'attitude à prendre [rtnb/bonesha/rpa/isanganiro/rtr]

Sécurité - Un groupe de personnes armées a attaqué la position militaire dans la réserve naturelle de la Rukoko entre la 11^{ème} et la 12^{ème} transversale de la commune de Gihanga en province Bubanza le soir de ce mercredi à jeudi. L'attaque a aussi été revendiquée par la branche armée du FNL dont le porte-parole a affirmé qu'ils ont tué 12 soldats gouvernementaux lors de cette attaque qui a débuté vers 18h du soir. Erast Dondogori ajoute que cette lutte armée qu'ils ont commencée va aboutir à la destitution du pouvoir du CNDD-FDD suite à ses exactions sur des personnes innocentes. Le porte-parole des forces de défense nationale dément ces propos. Selon le colonel Gaspard Baratuza, il agit d'un groupe de quelques personnes dont certaines sont armées qui ont tiré, à plus de 200m, sur la position militaire dans la zone de Biringa. Aucun dommage, qu'il soit humain ou matériel ne peut pas être signalé du moment où il n'y a pas eu de combats entre les deux camps, a-t-il ajouté. Il constate que ce groupe n'a fait qu'une guerre de mots mais qu'elle n'a pas de force suffisante pour déstabiliser la paix et la sécurité du Burundi. [rtnb/bonesha/rpa/isanganiro/rtr]

- Depuis un certain temps, il observe sur certains axes routiers de l'intérieur du pays des fouilles perquisitions de la police nationale du Burundi sur tous les véhicules passants. Selon certaines sources, le chef-lieu de la province Muyinga est visé où tous les véhicules y compris les ambulances et les véhicules du gouvernement sont fouillés et les passagers doivent présenter leurs identités. Le commissaire de la police dans cette province se tranquillise et parle d'une opération de routine. Néanmoins, certaines sources policières anonymes affirment qu'il s'agit de l'ordre de chercher et arrêter le président du parti MSD. La même opération se fait remarquer dans la commune Nyanza-Lac de la province Makamba au niveau de la colline Mukungu où tout véhicule doit subir un contrôle minutieux et systématique de la part de la police. [bonesha/rpa]

dans les affrontements de la police avec les membres de ce parti samedi dernier ont porté plainte contre 6 officiers de police qui commandaient cette opération à la permanence nationale de ce parti. Selon Maître Jean Pierre Nsabimana, ils veulent que ces officiers qui ont donné l'ordre de tirer sur la population soient punis conformément à la loi. Il précise que les infractions comme tentative d'assassinat, lésions corporelles volontaires, destruction machete non assistance à personne en danger constituent leur principale accusation. Il ajoute également qu'ils ont déposé cette plainte au parquet général de la République vu la qualité et le rang des personnes en cause leur donnant le privilège de juridiction. [synergie des médias]